

Les crédits

teurs vivant ailleurs au Canada. Cela n'aide aucunement au débat. Il devrait avoir honte, monsieur le Président.

M. Jean-Guy Chrétien (Frontenac, BQ): Monsieur le Président, j'ai ici un article du journal *Le Droit* où on qualifiait le député de Glengarry—Prescott—Russell: «le lion est devenu une souris».

Si on avait attrapé, frappé, bousculé les agriculteurs lorsqu'il était dans l'opposition, ce whip du Parti libéral aurait fait le discours qu'il vient de faire, mais à l'inverse. Ici, on disait: monsieur le député, qui est en face, est intraitable sur les questions agricoles. Il dénonçait toutes les mesures qui pouvaient affecter les agriculteurs qui composent une bonne partie de son électorat, dont Réjean Pommerville.

J'ai ici devant moi un journal qui est l'équivalent de *La terre de chez nous*, au Québec, *Farm and Country*, où on évalue qu'on va imposer aux agriculteurs 56 \$ par vache, 56 \$ par vache. Les agriculteurs de son comté ont en moyenne 60 vaches, Réjean Pommerville, en a 75. Multipliez ça par 56 pour éponger le déficit, qui a été créé année après année depuis 1970, notamment par des libéraux.

J'ai ici les notes du président de l'UPA—l'Union des producteurs agricoles du Québec—lorsqu'il a donné une conférence de presse la semaine dernière.

Il traite ici de la subvention laitière pour le lait de transformation. J'invite mon distingué collègue de Glengarry—Prescott—Russell à téléphoner à l'UPA, et si besoin est, je lui donnerai le numéro de téléphone, comme il l'a fait dimanche il y a 15 jours, un numéro de téléphone où on avait les informations totalement contraires.

• (1315)

Or, les notes de l'UPA disent ceci: 5,43 \$ par hectolitre, coupure de 30 p. 100 pour deux ans, je suis honnête, je le dis. Cela ne représente pas 80 cents, pas plus que ça ne représente 90 cents. Je l'invite à faire la multiplication: 5,43 \$ multiplié par 0,3 va donner 1,51 \$ de baisse par hectolitre.

Alors, si un agriculteur a un quota de 2 500 hectolitres, ça fait une participation pour éponger le déficit—qu'il a contribué à créer lui-même—de 3 775 \$ et, qui plus est, il coupe le transport, la subvention au transport de céréales fourragères qu'on évalue à 10 \$ la tonne. Et si notre agriculteur achète 71 tonnes pour nourrir ses vaches qui vont produire 2 500 hectolitres, cela lui demande une contribution additionnelle de 710 \$.

Donc, pour la moyenne de ces agriculteurs de Glengarry—Prescott—Russell, cela fait une contribution de 4 485 \$. Pour un lion, pour un *rat pack*, il a contribué à se faire un nom lorsqu'il était dans l'opposition, aujourd'hui, c'est devenu une souris. Qu'il aille voir les gens de l'UPA, qu'il se promène dans les maisons d'encan d'animaux vivants pour voir la grande déception que le Budget libéral a créée dans tout le Québec et dans tout le Canada rural.

M. Boudria: Monsieur le Président, tout d'abord, laissez-moi remercier le député d'en face, d'avoir cité le député de Prince Edward—Hastings. En fait, l'extrait qu'il a pris de *Farm and Country*, c'est une citation du député de Prince Edward—Hastings. Toutefois, il a oublié la moitié de la phrase. Le député de Prince Edward—Hastings a bel et bien dit, c'est vrai: «80 cents l'hectolitre multiplié par 70 hectolitres donne 56 \$ la vache.» C'est vrai. Et cela laisse présumer que le producteur en question aurait 100 p. 100 de son lait industriel. Comme la moyenne habituelle est de 50–50, cela veut dire que le député d'en face avait des chiffres deux fois trop élevés.

Dans un deuxième temps, si je peux parler du dossier de la Coopérative Avicole de St-Isidore. On a parlé de la coopérative et, justement, ce qu'avait dit la Coopérative Avicole de St-Isidore, et je cite les propos: «Le 27 mars 1995, à M. Don Boudria», c'est sous l'en-tête de la Coopérative Avicole de St-Isidore. Je continue d'en faire la lecture et il me fera plaisir de la déposer en cette Chambre: «À cause de la grève ferroviaire, nous n'avons plus notre prix garanti par le chemin de fer. Nous sommes obligés d'acheter au prix du marché qui est plus élevé de 20 p. 100 et notre coût de production aussi est plus élevé. Espérant que vous pourrez remédier à la situation. Bien à vous, Alain Léger.»

C'est en date du 27 mars 1995, donc de lundi dernier, et je dis au député d'en face, que j'ai la preuve à l'appui que le prix du soya avait augmenté de 20 p. 100. Si le député d'en face pense en avoir une semblable, qu'il la dépose. Bien sûr, il n'en a pas de preuve contraire.

Non, il n'y a personne qui se félicite quand les subsides sont dérangés, quand le revenu d'un secteur ou d'un autre dans notre société est diminué. D'accord, il n'y a personne qui s'en félicite, mais les réductions ont été faites de façon juste et équitable par un gouvernement honnête voulant faire le meilleur travail possible pour l'ensemble des Canadiens et Canadiennes, tant ceux vivant au Québec que ceux vivant ailleurs.

La seule chose que je trouve qui manque des discours prononcés par les députés d'en face, c'est qu'ils n'ont pas vérifié avec la maison mère. Je sais qu'ils ne sont qu'une succursale à Ottawa, mais il y a eu des coupures au Québec dans les subsides et dans les services offerts au secteur agricole, surtout dans la recherche, et les députés d'en face l'ont malheureusement oublié.

[Traduction]

M. Lyle Vanclief (Prince Edward—Hastings, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux de participer au débat d'aujourd'hui.

• (1320)

Je voudrais d'abord formuler quelques observations pour faire suite à celles du député de Glengarry—Prescott—Russell.

J'ai eu l'occasion et le privilège de passer la majeure partie de la journée d'hier dans la circonscription de Beauharnois—Salaberry. Après le déjeuner, j'ai passé quelques heures en compagnie de 125 ou 130 producteurs laitiers. J'ai bavardé avec eux de ce que nous avons fait dans le budget en ce qui a trait à l'agriculture. Nous avons parlé de la Loi sur le transport du grain de